



Fédération des chambres
de commerce du Québec | **fccq**

Allocution de Mme Françoise Bertrand
Présidente directrice générale
Fédération des chambres de commerce du Québec

**Rendez-vous des gens d'affaires
sur les pénuries de main-d'œuvre**

Montréal

L'allocution prononcée fait foi

3 novembre 2008

Gens d'affaires et partenaires : ce rendez-vous sur les pénuries de main-d'œuvre qualifiée est le vôtre.

Ces jours-ci, avec la crise financière et le ralentissement économique, on peut avoir d'autres soucis à court terme que la pénurie de main-d'œuvre. Mais il ne faut pas naviguer à vue à ce point. La rareté de main-d'œuvre, c'est un phénomène durable, c'est l'un de nos plus grands défis collectifs.

Par votre présence ici, vous démontrez que vous avez décidé d'être des acteurs du changement que notre société doit engager pour gérer avec confiance et efficacité la conjoncture inévitable de la raréfaction de la main-d'œuvre.

Oui, on a du travail à faire. Alors, il faut commencer tout de suite.

Emploi-Québec prévoit qu'il faudra combler 700 000 emplois durant la période 2007-2011, principalement pour remplacer les travailleurs qui partent pour la retraite. Les tendances démographiques sont inéluctables : notre population vieillit et il y aura de moins en moins de travailleurs disponibles, dans toutes les catégories d'emplois et de compétences. Sachant qu'il va manquer du monde partout, regardons ensemble là où il va en manquer le plus.

Je vous présente ce diagramme simplement à titre d'illustration. Sur la période 2007-2011, nous aurons besoin de 245 000 diplômés universitaires et en gestion et nous en formerons 393 000. On admet volontiers que le modèle d'estimation des besoins de main-d'œuvre est inadéquat, surtout pour les emplois associés à l'enseignement supérieur. On comprend aussi qu'avec un diplôme universitaire, on peut faire bien d'autres choses, pour gagner sa vie, que d'occuper un emploi qui fait appel à un tel diplôme. Au plan de l'équilibre du marché du travail, les inquiétudes les plus grandes ne sont pas du côté de l'université, même si on souhaite tous former un plus grand nombre de médecins, d'ingénieurs, d'informaticiens et de comptables.

Du côté des métiers et des techniques, c'est plus inquiétant. Nous aurions **idéalement** besoin de 520 000 personnes qualifiées et n'en formerons que 340 000. Et ce, par tous les moyens, à l'école, en entreprise, par apprentissage, par des formations longues, courtes, etc....

Il est vrai que tous ces emplois ne requièrent pas de diplômes. Il est vrai aussi qu'on peut se débrouiller avec une formation partielle.

L'écart entre l'offre et la demande est tout de même significatif. Encore là, on surestime sans doute le besoin réel en techniciens. Mais même en divisant par deux l'estimation du manque à gagner, on en arriverait, sur une période de 5 ans, à un déficit de 90 000 techniciens et gens de métiers. Ce n'est pas rien !

Mais comment expliquer ce déséquilibre ?

D'abord, il y a moins de jeunes, par conséquent moins de nouveaux travailleurs disponibles dans tous les secteurs d'activités et moins de nouvelles personnes qualifiées. On n'y peut rien.

Deuxièmement, le décrochage scolaire fait encore des ravages : il est de 19 % au niveau secondaire et de 22 % au collégial (même si on n'en parle jamais). Ça commence à faire pas mal de jeunes qui quittent le système scolaire sans aucune qualification professionnelle.

Et puis, malgré les efforts consentis par le gouvernement, on assiste à un certain plafonnement des personnes formées dans les métiers et les techniques.

Il y a aussi du travail à faire dans les entreprises. Il y a seulement 13 000 personnes par année qui réussissent à obtenir un certificat ou une attestation officielle de qualification à la suite d'une formation en milieu de travail. Il en faudrait au moins 4, 5, 6 fois plus.

Le déséquilibre dont je viens de parler, il est amplifié par l'immigration. Dans les économies normales des pays développés, il y a environ 25 à 30 % des emplois qui requièrent vraiment une formation universitaire. Or, chaque année, 40 % des immigrants sélectionnés par le Québec sont des diplômés universitaires.

En somme, nous avons du travail à faire. D'abord, comme il y aura inévitablement moins de monde disponible au travail, il faudra réaliser d'importants gains de productivité. Nous savons tous qu'en cette matière, nous partons déjà avec un certain retard.

Deuxièmement, comme il y aura moins de jeunes qui sortiront des écoles et collèges avec un diplôme, il faudra former la main-d'œuvre en place. C'est une nécessité incontournable.

Sans être une panacée, l'immigration apportera une contribution absolument indispensable au fonctionnement de notre économie. Oui, ces immigrants devront s'adapter à nos réalités. Mais un nombre nettement plus grand d'entreprises devront aussi apprendre à gérer la diversité culturelle en milieu de travail.

Enfin, dans un contexte où le travailleur aura de plus en plus le choix de son boss, il faudra apprendre à être un bon employeur. La stratégie de maraudage des ressources dans l'entreprise voisine a ses limites.

Et puis, le gouvernement, l'État québécois en particulier, doit contribuer lui aussi à la gestion des pénuries de main-d'œuvre. Et il a déjà pris action.

Il apporte, par diverses stratégies ou mesures ciblées, des formes de soutien qui atténuent le problème des pénuries de main-d'œuvre, qui le rendent gérable.

Le gouvernement comme les entreprises, doit aussi engager sans délai des changements structurels qui vont nous permettre, comme société et en assumant chacun sa part de responsabilité, de faire face avec confiance et dynamique, au défi posé par la rareté de la main-d'œuvre.

Il doit notamment agir :

En matière d'éducation et de formation initiale;

En matière de formation continue de la main-d'œuvre;

En matière d'immigration;

En matière de soutien à l'investissement (productivité).

C'est pourquoi, il est important que les entreprises expriment clairement leurs besoins, leurs attentes mais aussi les actions qu'elles prennent, afin que le gouvernement agisse avec une grande complémentarité.

Avec ces quelques données, avec les exemples d'action qui sont présentés dans le cahier des participants, mais surtout avec votre expertise et votre vision, je vous invite à dégager des pistes d'action, des voies de changement qui vont nous permettre de gérer le défi des pénuries de main-d'œuvre.